L'IMPACT DES COOPÉRATIVES ET DES MUTUELLES AU CANADA

FIONA DUGUID
GEORGE KARAPHILLIS











LES CHERCHEURS

FIONA DUGUID

Fiona Duguid (PhD) est une chercheuse et une éducatrice basée à Chelsea, au Québec. Elle enseigne dans le cadre du programme MBA (CED) à la Shannon School of Business de l'Université du Cap-Breton. Elle est également chargée de recherche au Centre d'excellence sur la comptabilité et les rapports des coopératives de l'Université Saint Mary's (SMU) et professeure auxiliaire dans le programme de gestion des entreprises coopératives de la SMU. Elle mène des recherches sur les coopératives, l'économie sociale, la durabilité et le développement économique communautaire.

Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante : fduguid@gmail.com

GEORGE KARAPHILLIS

George Karaphillis est un professeur retraité de la Shannon School of Business de l'Université du Cap-Breton et du Community Economic Development Institute. George s'intéresse à la recherche sur l'évaluation et a collaboré à des projets de recherche sur la finance sociale et sur l'impact économique des coopératives.

Vous pouvez le contacter à l'adresse suivante : george_karaphillis@cbu.ca

RÉSUMÉ

L'analyse détaillée dans ce rapport a été réalisée en 2024 à l'aide des données de 2021 (les données les plus récentes et les plus complètes disponibles). Elle porte sur les coopératives et les mutuelles canadiennes, incluant les coopératives générales, les credit unions, les caisses et les mutuelles. Dans ce rapport, l'analyse des coopératives et mutuelles canadiennes s'appuie sur la méthode des effectifs, puis sur le modèle d'entrées-sorties pour comprendre leur impact économique multiplié. Les objectifs de ce rapport sont de brosser le portrait des coopératives et mutuelles au Canada en 2021, puis d'effectuer une comparaison entre 2019 et 2021 de même qu'avec l'économie canadienne au cours de de la période actuelle.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'analyse détaillée dans ce rapport a été réalisée en 2024 à l'aide des données de 2021 (les données les plus récentes et les plus complètes disponibles). Elle porte sur les coopératives et les mutuelles canadiennes, incluant les coopératives générales, les credit unions et les caisses et les mutuelles. Dans ce rapport, l'analyse des coopératives et mutuelles canadiennes s'appuie sur la méthode des effectifs, puis sur le modèle d'entrées-sorties pour comprendre leur impact économique multiplié. Les objectifs de ce rapport sont de brosser le portrait des coopératives et mutuelles au Canada en 2021, puis d'effectuer une comparaison entre 2019 et 2021 de même qu'avec l'économie canadienne au cours de la période actuelle.

2021 a été une année de reprise et d'incertitude pour les Canadiens et les Canadiennes ainsi que l'économie, alors que les conséquences de la pandémie se faisaient encore sentir dans tout le pays. Les coopératives et les mutuelles canadiennes, tout comme d'autres petites et moyennes entreprises (PME), ont ressenti les effets des fermetures d'usines, des retards dans la chaîne d'approvisionnement, de la Grande Démission et des changements dans les habitudes d'achat. Malgré ces complications, et d'autres encore, les coopératives et les mutuelles canadiennes s'en s'ont bien tirées en 2021.

Les 6 102 coopératives et mutuelles se trouvent dans toutes les provinces et territoires du Canada, avec 45 % d'entre elles se situant au Québec. Si l'on considère le rôle que jouent les coopératives et les mutuelles en termes d'opportunités, de disponibilité ou de stabilité dans les communautés, la concentration de coopératives ou de mutuelles par 10 000 habitants place toutefois l'Île-du-Prince-Édouard en tête, suivie de la Saskatchewan, des Territoires et enfin, du Québec. Le nombre de coopératives et mutuelles par 10 000 habitants dans ces provinces est supérieur à la moyenne canadienne de 1,6 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants. Les coopératives et les mutuelles sont présentes dans un large éventail de secteurs d'activité économique, mais se concentrent dans ceux de la finance, de l'assurance, du commerce de détail, du commerce de gros de même que du logement et de l'immobilier. La majeure partie des revenus et la majorité des emplois générés par les coopératives et les mutuelles canadiennes proviennent de ces secteurs d'activité économique. À l'exception de 26 d'entre elles, les coopératives et les

mutuelles emploient moins de 500 personnes, ce qui les place dans la catégorie des PME. Près de la moitié des 5 605 coopératives générales n'ont aucun employé, ce qui peut s'expliquer par la forte présence de coopératives d'habitation, lesquelles emploient plus rarement du personnel. Une autre importante proportion des coopératives générales a moins de 99 employés. Les credit unions et les caisses ainsi que les coopératives et les mutuelles d'assurance représentent les principaux employeurs. Tous les types de coopératives existent au Canada. Cependant, 70 % des coopératives et mutuelles sont des coopératives de consommateurs. Elles s'inscrivent dans les secteurs de la finance, de l'assurance, du commerce de détail, du commerce de gros et du logement. La forte présence de coopératives d'habitation fait également en sorte que la proportion de coopératives sans but lucratif est plus importante.

Lorsqu'on distingue les coopératives générales, les credit unions et caisses et les coopératives et les mutuelles d'assurance, on obtient des portraits différents. Les coopératives générales, par exemple, se retrouvent dans une plus grande variété de secteurs d'activité économique. Ensemble, ce sont elles qui emploient le plus grand nombre de personnes et dont les revenus sont les plus élevés. Cela dit, les salaires les plus élevés sont offerts par les credit unions et caisses. Ce sont aussi elles qui ont les actifs les plus importants, ce qui est conséquent avec la nature de leurs activités. Le nombre de credit unions et caisses a diminué en raison de fusions entre elles. Il s'agit d'une tendance observée à l'échelle mondiale depuis le renforcement des cadres réglementaires mis en place à la suite de la crise financière de 2007–2008. Les mutuelles sont peu nombreuses au Canada, mais elles fournissent un grand nombre d'emplois bien rémunérés en plus de détenir d'importants actifs.

Les coopératives et les mutuelles ont contribué 52,8 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2021, soit l'équivalent de 2,5 % du PIB. Elles ont également généré près de 600 000 emplois équivalents temps plein (ÉTP), y compris les emplois directs et indirects, représentant 3,1 % des emplois totaux, et 29 milliards de dollars de revenus pour les ménages. Les coopératives générales et les credit unions et caisses sont à l'origine de la majeure partie de ces revenus. Les activités du secteur coopératif a contribué à 10 milliards de dollars en impôts à tous les niveaux de gouvernement.

Dans leur ensemble, les coopératives et les mutuelles canadiennes s'en sont bien sorties en 2021, principalement en raison de secteurs d'activité clés et de certaines coopératives et mutuelles au sein de ces secteurs d'activité, qui ont mûri et se sont imposées dans l'économie et auprès des membres. Outre l'impact économique, les coopératives et les mutuelles ont également joué un rôle en tant que bâtisseuses de communautés (coopératives d'habitation), employeurs et fournisseurs de biens et de services (1,6 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants au Canada).

Un autre volet de ce rapport est la comparaison entre 2019 et 2021, laquelle offre un aperçu de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les coopératives et les mutuelles. Durant cette période, le nombre de coopératives et de mutuelles a diminué de 3,9 % au Canada, mais tout le reste a augmenté. Par exemple, les revenus ont augmenté de 9 %, les actifs de 22 %, la masse salariale de 7 % et le nombre d'emplois de 7 %. Il est difficile de comparer les impôts et taxes payées entre ces deux années, car certaines coopératives et mutuelles effectuent leurs remboursements de manière différée. Les fusions et acquisitions des credit unions et caisses ont été nombreuses, ce qui a réduit leur nombre. Leurs revenus, actifs et nombre d'emplois ont toutefois augmenté entre 2019 et 2021. Les coopératives générales ont diminué en nombre et en termes d'emplois, mais leurs revenus et leurs actifs ont augmenté. Les coopératives et les mutuelles d'assurance, pour leur part, ont augmenté leurs revenus, leurs actifs et le nombre de leurs employés, mais leur nombre est demeuré relativement stable.

Les secteurs de la finance et assurances, du commerce de détail et de gros, de la construction et de la fabrication ont dominé 2019 et 2021 en termes de revenus et de nombre d'employés. Ces secteurs ont vu leurs revenus augmenter de 2 % à 15 %, entre 2019 et 2021. Le secteur de la finance et des assurances a, pour sa part, connu une augmentation de l'emploi de 22 %. Néanmoins, les secteurs combinés du commerce de détail et de gros ont connu une baisse d'emploi de 6 % et ceux combinés de la construction et de la fabrication ont connu une baisse d'emploi de 11 %. Ces baisses pourraient être liées à l'impact de la COVID-19 sur les heures d'ouverture des magasins de détail, la capacité à mener à bien des projets de construction et les retards dans les chaînes d'approvisionnement. La baisse du nombre d'emplois dans le secteur du commerce de détail pourrait également s'expliquer, en partie, par la démutualisation de Mountain Equipment Co-op (MEC). Malgré cette démutualisation, les revenus générés par les coopératives de ce secteur sont restés stables.

Certains secteurs d'activité, tels que les services professionnels, gestion de société et services d'enseignement, de même que les services administratifs, de gestion des déchets et d'assainissement, ont connu une hausse importante de leurs revenus entre 2019 et 2021. Comme les données combinent parfois des secteurs d'activité provenant de plusieurs codes à deux chiffres du Système de classification des industries du Canada (SCIAN), il est difficile de savoir exactement où et pourquoi ces hausses se sont produites. Des secteurs d'activité comme ceux des arts, spectacles et loisirs ou encore, des services d'hébergement et de restauration ont vu leurs revenus diminuer, ce qui est compréhensible en cette période de distanciation sociale et de fermetures temporaires.

De 2019 à 2021, le nombre d'employés a également varié en fonction du secteur d'activité économique. Certaines industries telles que les services d'hébergement et de restauration, l'agriculture, foresterie et pêcherie, ou encore les services de santé et assistance sociale ont observé une baisse de leur nombre d'employés. Le nombre de coopératives et mutuelles de tous types a diminué entre 2019 et 2021, sauf les fédérations, dont le nombre s'est accru, et les coopératives de travail, dont le nombre est demeuré sensiblement le même. Le nombre de coopératives et mutuelles à but lucratif et sans but lucratif a diminué dans les deux cas.

Dans l'ensemble, la contribution des coopératives et des mutuelles au PIB a augmenté de 1,5 % entre 2019 et 2021, passant de 52 milliards de dollars à 52,8 milliards de dollars, alors que l'économie canadienne a connu une augmentation minime (0,2 %). Le nombre total d'emplois ÉTP a augmenté de 1,6 % (comparé à une baisse nationale de l'ordre de 2,3 %) et les impôts et taxes payés de 4,2 %. La contribution des coopératives et mutuelles au revenu des ménages est restée la même.

Durant la période la plus instable de la pandémie de COVID-19, les coopératives et les mutuelles ont continué de fournir des biens et des services à leurs membres et leurs communautés. Elles ont également continué de fournir des emplois et de générer des revenus. Elles ont apporté stabilité et résilience aux individus, aux communautés et à l'économie pendant une période de grands bouleversements. On constate toutefois que les coopératives et les mutuelles sont fortement tributaires de secteurs d'activité clés en termes de revenus et d'emplois. Les coopératives de consommateurs ont joué un grand rôle en la

matière; elles sont également les plus matures. La démutualisation de deux entités plus anciennes, MEC et Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance, signale toutefois l'importance de s'assurer que les pratiques de gestion et de gouvernance s'alignent sur les valeurs et principes coopératifs.

Cette étude s'appuie sur deux types d'analyse : la méthode des effectifs et le modèle d'entrées-sorties. La méthode des effectifs permet la production de statistiques descriptives pour présenter un portrait des coopératives et des mutuelles canadiennes. Le modèle d'entrées-sorties calcule les retombées des coopératives et des mutuelles sur l'économie nationale. Le modèle d'entrées-sorties est le modèle le plus couramment utilisé pour la réalisation d'évaluations économiques. Il convient également à la nature diverse des coopératives et des mutuelles au Canada. Ce modèle mesure l'incidence, ou les retombées, de l'intégration des opérations des coopératives et des mutuelles sur l'économie canadienne. L'ampleur de ces retombées dépend du secteur d'activité mesuré.

Les limites de cette étude sont similaires à celles observées dans d'autres études sur l'impact économique des coopératives et des mutuelles ou de secteurs d'activité: la qualité de l'analyse dépend de la qualité des données disponibles. Tout a été fait pour assurer une collecte et une compilation rigoureuses des données, mais certains facteurs inconnus peuvent en affecter la qualité. Le modèle d'entrées-sorties ne permet pas non plus une analyse contrefactuelle, laquelle pourrait de révéler ce à quoi ressemblerait l'économie canadienne en l'absence de coopératives et de mutuelles pour prévenir les défaillances du marché.

L'IMPACT DES COOPÉRATIVES ET DES MUTUELLES AU CANADA

2024

	Τ	INTRODUCTION
	2	ANALYSE
	2	NOMBRE DE COOPÉRATIVES ET MUTUELLES EN 2021
	12	IMPACT ÉCONOMIQUE EN 2021
	15	COMPARAISON ENTRE 2021 ET 2019
	26	DISCUSSION
	31	MÉTHODOLOGIE
TABLE DES MATIÈRES	33	LIMITES

2	Figure 1. Nombre de coopératives et mutuelles au Canada, par province et territoire, en 2021
3	Figure 2. Répartition en pourcentage des coopératives et mutuelles au Canada, par province et territoires en 2021
4	Figure 3. Nombre de coopératives et mutuelles par 10 000 habitants par province et au Canada en 2021
6	Figure 4. Répartition en pourcentage des coopératives et mutuelles canadiennes par secteur d'activité économique en 2021
7	Figure 5. Répartition en pourcentage des revenus des coopératives et mutuelles canadiennes par secteur d'activité en 2021
8	Figure 6. Répartition en pourcentage des employés des coopératives et mutuelles canadiennes par secteur d'activité en 2021
8	Figure 7. Répartition des coopératives générales par nombre d'employés en 2021
.0	Figure 8. Répartition des coopératives canadiennes selon leur type de membres en 2021
11	Figure 9. Répartition des coopératives et mutuelles canadiennes selon leur statut à but lucratif ou sans but lucratif en 2021
23	Figure 10. Répartition des coopératives canadiennes selon leur type de membres en 2019 et 2021
23	Figure 11. Répartition des coopératives et mutuelles canadiennes selon leur statut à but lucratif ou sans but lucratif en 2019 et 2021

LISTE DES FIGURES

5	Tableau 1. Nombre de coopératives générales, des credit unions/caisses et de mutuelles et coopératives d'assurance au Canada en 2021
9	Tableau 2. Emplois au sein des coopératives et mutuelles canadiennes, tous secteurs d'activité confondus, et dans certains sous-secteurs d'activité au Canada en 2021
12	Tableau 3. Impact économique des coopératives et mutuelles canadiennes en 2021
14	Tableau 4. Contribution des coopératives et mutuelles canadiennes à l'économie nationale en 2021
15	Tableau 5. Évolution des coopératives et mutuelles au Canada entre 2019 et 2021
16	Tableau 6. Évolution des coopératives générales au Canada entre 2019 et 2021
16	Tableau 7. Évolution des credits unions/caisses au Canada entre 2019 et 2021
17	Tableau 8. Évolution des mutuelles et coopératives d'assurance au Canada entre 2019 et 2021
18	Tableau 9. Évolution des revenus des coopératives et mutuelles en fonction du secteur d'activité économique en 2019 et 2021
23	Tableau 10. Évolution du nombre d'employés des coopératives et mutuelles en fonction du secteur d'activité économique en 2019 et 2021
24	Tableau 11. Impact économique des coopératives et mutuelles canadiennes en 2019 et 2021
25	Tableau 12. Contribution des coopératives et mutuelles canadiennes à l'économie nationale en 2019 et 2021

LISTE DES TABLEAUX

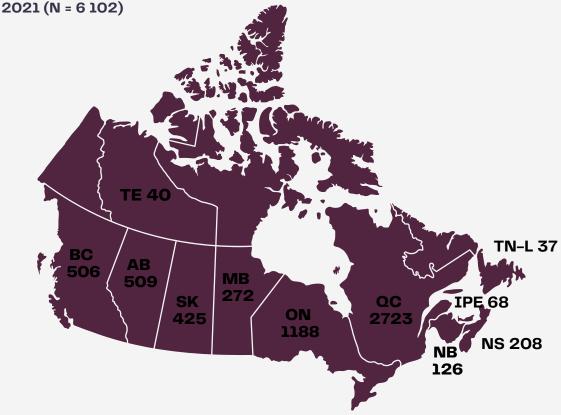
INTRODUCTION

L'analyse détaillée dans ce rapport a été réalisée en 2024 à l'aide des données de 2021 (les données les plus récentes et les plus complètes disponibles). Elle porte sur les coopératives et les mutuelles canadiennes, incluant les coopératives générales [1], les credit unions et les caisses et les mutuelles. Dans ce rapport, l'analyse des coopératives et mutuelles canadiennes s'appuie d'abord sur la méthode des effectifs, puis sur le modèle d'entrées-sorties pour comprendre leur impact économique multiplié. Le rapport offre également une comparaison entre 2019 et 2021 de même qu'avec l'économie canadienne au cours de cette même période.

ANALYSE: NOMBRE DE COOPÉRATIVES ET DE MUTUELLES EN 2021

La figure 1 présente la répartition des sièges sociaux des coopératives et des mutuelles canadiennes, par province et pour les trois territoires [2]. Les données disponibles proviennent d'informations basées sur le siège social des coopératives et des mutuelles. La plupart des coopératives et des mutuelles sont de petites ou moyennes entreprises et n'ont qu'un seul emplacement, mais certaines grandes coopératives et mutuelles opèrent à plusieurs emplacements. [3]

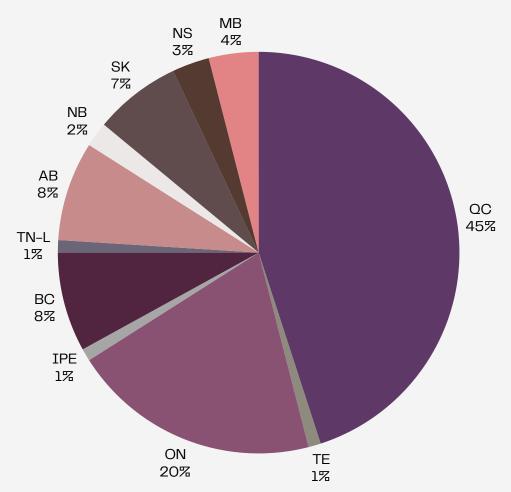




La carte du Canada (figure 1) montre que les coopératives et les mutuelles se trouvent dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens, avec une plus grande concentration dans les provinces du Québec et de l'Ontario.

La figure 2 présente la répartition, en pourcentage, des sièges sociaux des coopératives et des mutuelles canadiennes, par province et pour les trois territoires.





La figure 2 illustre le degré de concentration des coopératives et des mutuelles au Québec, où se situent 45 % d'entre elles. Vient ensuite l'Ontario avec 19 %, où se trouve d'ailleurs la majorité des mutuelles d'assurance. La proportion des coopératives et mutuelles canadiennes se situant en Alberta, Colombie-Britannique et Saskatchewan est similaire dans les trois provinces. Des mutuelles se trouvent dans la plupart des provinces, sauf dans les Territoires, et les plus grandes se situent au Québec.

Alors que des coopératives et mutuelles sont constituées dans chaque province et territoire du Canada, il est également intéressant de noter le nombre de coopératives et mutuelles selon le nombre d'habitants dans ces provinces et territoires. La figure 3 montre le nombre de coopératives et mutuelles par 10 000 habitants.

Figure 3. Nombre de coopératives et de mutuelles par 10 000 habitants par province et au Canada en 2021

Source: <u>Statistics Canada. Table 98-10-0001-01 Population and dwelling counts: Canada, provinces and territories.</u>

NB

NS

MB

IPE

SK

BC

AB

La figure 3 montre que l'Île-du-Prince-Édouard, qui ne compte que 68 coopératives et mutuelles au total, compte 4,4 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants. Il s'agit du ratio le plus élevé au Canada. Vient ensuite la Saskatchewan avec 3,8 coopératives et mutuelles par 10 000 habitants, les Territoires (3,4) et le Québec (3,2). Les provinces se situant sous la moyenne canadienne de 1,6 sont Terre-Neuve-et-Labrador (0,7), l'Ontario (0,8), la Colombie-Britannique (1,0) et l'Alberta (1,2).

Le tableau suivant (tableau 1) présente le nombre total de coopératives et de mutuelles déclarantes au Canada en 2021. Il montre également leur répartition en coopératives générales, les credit unions/caisses et mutuelles et coopératives d'assurance [4].

0

QC

ON

TN-L Canada

Tableau 1. Nombre de coopératives générales, de coopératives de crédit/caisses et de mutuelles et coopératives d'assurance au Canada en 2021

Canada, 2021	Coopératives et mutuelles (nbre)	Revenus (M \$)	Actifs (M \$)	Impôts et taxes payés (M \$)	Salaire s (\$M)	Employés (nbre)
Coopératives générales	5 605	55 101	47 308	208	2 666	100 755
Credit unions/Caisses	434	20 710	550 041	562	5 274	60 066
Mutuelles et coopératives d'assurance*	63	32 416	149 416	1009	3 571	33 574
Total	6 102	108 228	746 765	1780	11 511	194 395

^{*} Cette catégorie inclut toutes les mutuelles de même que Desjardins Assurances et Co-operators.

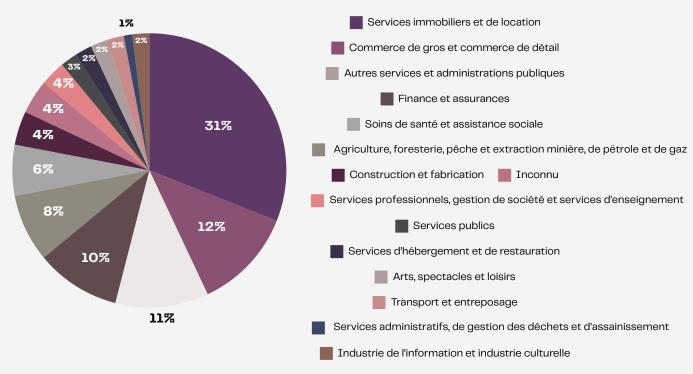
Le tableau 1 montre que les 6 102 coopératives générales, credit unions/caisses et mutuelles et coopératives d'assurance au Canada emploient plus 194 000 employés et versent des salaires équivalents à plus de 11 milliards de dollars. Le total de leurs actifs s'élève à 746,8 milliards de dollars et celui de leurs revenus, à 108,2 milliards de dollars. Les taxes et impôts payés sont de l'ordre de 1 780 millions de dollars.

Il montre également des différences importantes entre les coopératives générales, les credit unions/caisses et les mutuelles et coopératives d'assurance. Les coopératives générales sont les plus nombreuses et génèrent, globalement, des revenus plus élevés en plus d'employer un plus grand nombre de personnes. Les revenus et le nombre d'employés par coopérative générale est toutefois faible par rapport à ce qu'on observe dans les autres types de coopératives et mutuelles. Il existe six grandes mutuelles et coopératives d'assurance au Canada et de nombreuses petites mutuelles dispersées à travers les provinces. La majorité des employés des mutuelles et coopératives d'assurance travaillent dans ces six plus

grandes. Les salaires offerts dans le secteur de la finance et assurance sont généralement plus élevés que dans les autres secteurs d'activité, d'où une valeur en dollars plus élevée pour les credit unions/caisses et les mutuelles et coopératives d'assurance. La valeur élevée des actifs des credit unions/caisses est prévisible compte tenu de la nature de leurs activités. Enfin, les impôts et taxes payés fluctuent d'une année à l'autre.

La figure 4, ci-dessous, présente les principaux secteurs d'activité économique des coopératives et mutuelles canadiennes, selon les codes à deux chiffres du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). [5]

Figure 4. Répartition en pourcentage des coopératives et des mutuelles canadiennes par secteur d'activité économique en 2021 (N = 6 102)



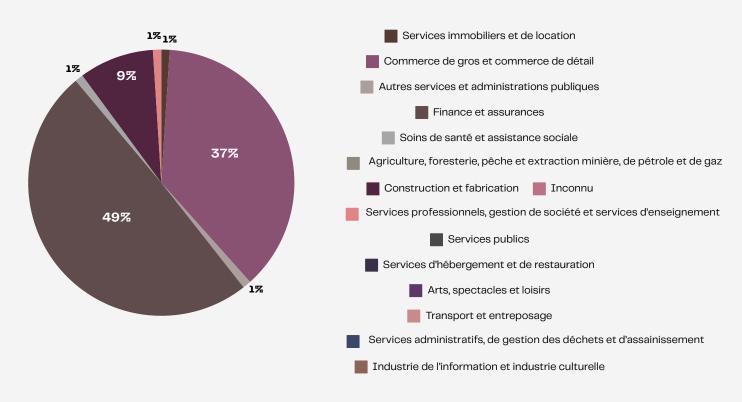
Comme on peut le voir à la figure 4, les secteurs d'activité des coopératives et mutuelles sont plutôt diversifiés, avec quelques secteurs plus importants. Les coopératives d'habitation (services immobiliers et de location), au nombre de 1 883, constituent 31 % des coopératives et des mutuelles canadiennes. Viennent ensuite les coopératives des secteurs du commerce de gros et du commerce de détail à 12 % (N = 763). Les coopératives des secteurs des autres services et des administrations publiques (N = 763) représentent 11 % des coopératives et des mutuelles et les coopératives et les mutuelles du secteur de la finance et des

6

assurances totalisent 10 % (N = 612). Plusieurs secteurs d'activité regroupent entre 4 % et 10 % de l'ensemble des coopératives et des mutuelles, incluant les coopératives des secteurs de l'agriculture et de la foresterie, des services de santé et de l'assistance sociale ou encore, de la construction et de la fabrication. Bien qu'un moins grand nombre de coopératives se retrouvent dans certains secteurs d'activité (3 % et moins), cette figure montre bien la diversité des secteurs d'activité qu'elles occupent.

La figure 5 présente les revenus générés par les coopératives et les mutuelles canadiennes en 2021, en fonction de leur secteur d'activité économique.

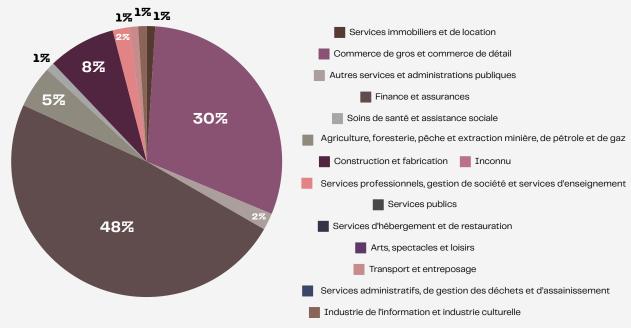
Figure 5. Répartition en pourcentage des revenus des coopératives et des mutuelles canadiennes par secteur d'activité en 2021 (N = 6 102)



Les coopératives et les mutuelles du secteur de la finance et de l'assurance dominent avec 49 % des revenus générés par les coopératives et les mutuelles canadiennes (figure 5). Viennent ensuite les coopératives des secteurs du commerce de gros et du commerce de détail (37 %), puis celles des secteurs de la construction et de la fabrication (9 %). Les coopératives et les mutuelles de ces différents secteurs sont les chefs de file canadiens en termes de revenus (95 %). Les coopératives des autres secteurs d'activité jouent un rôle plus modeste sur la scène nationale en termes de revenus.

La figure 6 affiche le nombre d'employés des coopératives et des mutuelles canadiennes en 2021, par secteur d'activité.

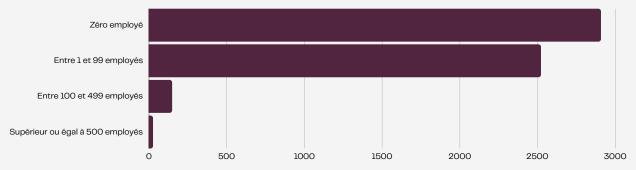
Figure 6. Répartition en pourcentage des employés des coopératives et des mutuelles canadiennes par secteur d'activité en 2021 (N = 6 102)



La figure 6, ci-dessus, montre qu'en 2021, les coopératives et les mutuelles du secteur de la finance et de l'assurance employaient 48 % (93 000) des employés des coopératives et des mutuelles canadiennes, suivies des coopératives des secteurs du commerce de gros et du commerce de détail avec 30 % (58 000) des employés. Viennent ensuite les coopératives des secteurs de la construction et de la fabrication, avec 8 % (14 000) des employés. Ensemble, ces secteurs d'activité comptaient ainsi 87 % des employés des coopératives et des mutuelles canadiennes.

La figure 7 présente la répartition des coopératives générales en fonction de leur nombre d'employés. Seules les informations concernant les coopératives générales sont présentées, car les données concernant les credit unions/caisses et les coopératives et les mutuelles d'assurance ne sont pas disponibles.

Figure 7. Répartition des coopératives générales par nombre d'employés en 2021 (N = 5 605)



La figure 7 montre que les coopératives générales sont majoritairement des petites et moyennes entreprises, définies des entreprises comme employant moins de 500 personnes. Seules 26 coopératives générales emploient plus de 500 personnes, dans les secteurs du commerce de gros et du commerce de détail, de la construction et de la fabrication. Une grande proportion des coopératives générales emploie entre 1 et 99 personnes. Enfin, 53 % des coopératives générales n'ont aucun employé. Ce chiffre est élevé, car plusieurs coopératives d'habitation n'ont pas de salariés.

Le tableau 2 présente le nombre d'employés dans certains sous-secteurs d'activité économique, à titre de comparaison avec le nombre d'employés au sein des coopératives et des mutuelles canadiennes, tous secteurs d'activité confondus.

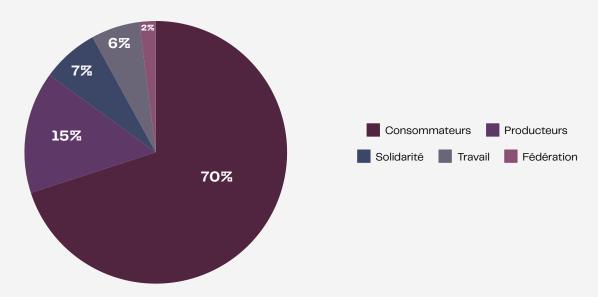
Tableau 2. Emplois au sein des coopératives et des mutuelles canadiennes, tous secteurs d'activité confondus, et dans certains sous-secteurs d'activité au Canada en 2021

Sous-secteurs d'activité	Emplois (ÉTP en années-personnes)
Services postaux/Messageries et services de messagers	179 675
Fabrication de machines	136 185
Télécommunications	133 350
Réparation et entretien de véhicules automobiles	131 035
Services publics	111 105
Extraction manière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	79 550
Transport aérien	55 185
Tous les secteurs d'activité au Canada	19 062 070
Coopératives et mutuelles canadiennes	194 395

Source: <u>Statistique Canada. Tableau 36-10-0489-01 Statistiques du travail conformes au Système de comptabilité nationale (SCN), selon la catégorie d'emploi et l'industrie</u>. Consulté le 4 avril 2024.

Le tableau 2 s'appuie sur les informations de Statistique Canada concernant certains sous-secteurs d'activité économique choisis. Ces sous-secteurs n'incluent généralement pas un grand nombre de coopératives, ni de mutuelles. Les coopératives et les mutuelles canadiennes, tous secteurs d'activité confondus, emploient davantage de personnes que les entreprises des sous-secteurs de la fabrication des machines, des services postaux et de messagers, de la réparation et de l'entretien des véhicules automobiles, des télécommunications, des services publics de même que de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière. La figure 8 affiche la répartition des coopératives canadiennes en fonction de leur type de membres. [6],[7]

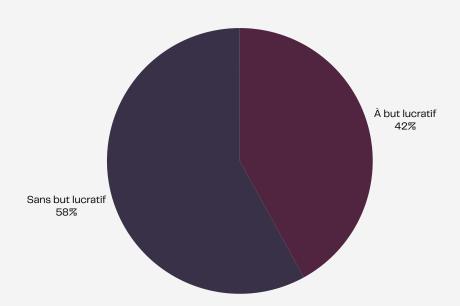
Figure 8. Répartition des coopératives canadiennes selon leur type de membres en 2021 (N=6,042)



La figure 8 montre qu'au Canada, les coopératives de consommateurs (70 %) sont de loin le type de coopératives le plus courant. Cela est notamment dû à l'importante présence de coopératives d'habitation. De plus, les coopératives de commerce de gros et de commerce de détail, de même que les coopératives d'assurance financière, les credit unions/caisses sont incluses ici dans les coopératives de consommateurs. Les coopératives de producteurs suivent avec 15 %, ce qui reflète, entre autres, le grand nombre de coopératives dans le secteur agricole au Canada. Se trouvent ensuite les coopératives de solidarité (ou multipartites). Leur grand nombre découle de leur importante présence au Québec, où elles sont majoritairement situées. Enfin, 6 % des coopératives canadiennes sont des coopératives de travail et 2 % sont des fédérations.

La figure 9 répartit les coopératives et les mutuelles canadiennes selon que leur statut soit à but lucratif ou sans but lucratif. L'une des principales différences entre les coopératives à but lucratif et sans but lucratif repose sur le versement de ristournes (ou non) à leurs membres. Alors que les coopératives sans but lucratif doivent, comme toute organisation sans but lucratif, réinvestir tout excédent dans la réalisation de leur mission – et ne peuvent, par conséquent, verser de ristournes à leurs membres – les coopératives à but lucratif peuvent, sous certaines conditions, distribuer une partie de leurs excédents à leurs membres sous la forme de ristournes. La décision de verser une ristourne est alors prise par le conseil d'administration de la coopérative chaque année. [8] Toutes les mutuelles sont à but lucratif.

Figure 9. Répartition des coopératives et des mutuelles canadiennes selon leur statut à but lucratif ou sans but lucratif en 2021 (N = 6 102)



D'après la figure 9, les coopératives sans but lucratif sont plus nombreuses que les coopératives et les mutuelles à but lucratif au Canada. Encore une fois, le nombre important de coopératives d'habitation (N = 1883), souvent sans but lucratif, explique en partie cette répartition : $53\,\%$ des coopératives sans but lucratif sont des coopératives d'habitation.

11

ANALYSE: IMPACT ÉCONOMIQUE EN 2021

Le modèle d'entrées-sorties a été utilisé pour estimer les retombées économiques des coopératives et des mutuelles au Canada. L'utilisation de ce modèle permet d'estimer les effets directs et indirects des coopératives et des mutuelles, représentant ainsi leur impact sur l'économie nationale au cours d'une année donnée, soit 2021 (Tableau 3).

Tableau 3. Impact économique des coopératives et des mutuelles canadiennes en 2021

	Direct	Indirect	Total				
Valeur économique ajoutée (PIB, G \$)							
Coopératives générales	12,5	11,6	24,1				
Credit unions/Caisses	4,9	6,3	11,3				
Coopératives et mutuelles d'assurance	6,8	10,6	17,4				
Total			52,8				
Emplois (ÉTP, années-personnes) [9]							
Coopératives générales	208 554	110 900	319 454				
Credit unions/Caisses	67 689	68 474	136 163				
Coopératives et mutuelles d'assurance	27 901	116 461	144 352				
Total			599 969				

	Direct	Spinoff	Total				
Revenu des ménages (G \$)							
Coopératives générales	7,4	5,7	13,1				
Credit unions/Caisses	4,2	3,5	7,7				
Coopératives et mutuelles d'assurance	2,5	6,4	8,9				
Total	29,7						
Impôts et taxes (G \$)							
Impôts sur la production [10]	3,6						
Impôts sur les produits [11]			1,0				
Impôts sur le revenu des ménages [12]			3,5				
Taxes de vente des ménages [13]	1,4						
Impôts fonciers des ménages [14]	0,4						
Total			9,9				

¹³

^[10] Impôts et taxes sur la production (p. ex., impôts fonciers, permis et licences, etc.) payés par les coopératives et mutuelles et leurs fournisseurs, calculés à l'aide des multiplicateurs provinciaux fournis par Statistique Canada, Tableau des composantes du PIB.

^[11] Taxes sur les produits (p. ex., taxes sur la valeur ajoutée) payés par les coopératives et mutuelles et leurs fournisseurs, calculés à l'aide des multiplicateurs provinciaux fournis par Statistique Canada, Tableau des composantes du PIB.

^[12] Impôts sur le revenu payés par les salariés des coopératives et mutuelles, de leurs fournisseurs et autres emplois dérivés, calculés à l'aide d'un taux moyen d'imposition de 13,83 % sur le revenu personnel tiré du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada et du tableau des Revenus, charges et déficit accumulé du Receveur général, Comptes publics du Canada 2021, consultés le 30 mars 2024.

^[13] Calculées à l'aide d'un taux moyen de la taxe de vente de 4,85 % tiré du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada et des tableaux statistiques sur la TPS/TVH et du tableau de la valeur de la taxe nette par juridiction de Revenu Canada, consultés le 30 mars 2024.

^[14] Impôts fonciers payés par les salariés des coopératives et mutuelles, de leurs fournisseurs et autres emplois dérivés, calculés en utilisant un taux moyen de 1,23 % tiré du tableau 36-10-0224-01 de Statistique Canada, consulté le 30 mars 2024.

Le tableau 3 présente les contributions des coopératives et des mutuelles canadiennes à l'économie nationale. Le PIB correspond à la valeur ajoutée à l'économie. Il se situe donc plus près des bénéfices avant intérêts et des impôts, donc il est ainsi moins élevé que les revenus. Le revenu des ménages inclut les salaires et les traitements des employés des coopératives et des mutuelles, de même que les salaires des employés de leurs fournisseurs et des entreprises qui vendent des biens et des services consommés par les familles des employés des coopératives et des mutuelles et celles des employés de leurs fournisseurs.

La contribution des coopératives et des mutuelles canadiennes au PIB national en 2021 est estimée à 52,8 milliards de dollars. Le nombre d'emplois équivalents temps plein directs et indirects fournis par les coopératives et les mutuelles s'élevait à près de 600 000 en 2021, générant 29 milliards de dollars en revenus aux ménages, la plus grande part provenant des coopératives générales et des credit unions/caisses. Les activités du secteur coopératif a contribué 10 milliards de dollars en impôts à tous les niveaux de gouvernement.

Le tableau 4, ci-après, met en évidence la contribution des coopératives et des mutuelles canadiennes à l'économie nationale.

Tableau 4. Contribution des coopératives et des mutuelles canadiennes à l'économie nationale en 2021

	Coopératives et mutuelles	Canada	冤 de l'économie nationale	
Valeur économique ajoutée (PIB, G \$)	52,8	2 094*	2,5 %	
Nombre total d'emplois	599 969	19 062 070**	3,1 %	

^{*}Source: Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03 Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, mensuel (x 1000 000). Consulté le 4 avril 2024.

La contribution des coopératives et des mutuelles est estimée à 2,5 % du PIB national, lequel s'élevait à 2 094 milliards de dollars en 2021. Le nombre d'emplois directs et indirects liés à l'activité des coopératives et des mutuelles correspond à environ 3 % des 19 062 070 emplois au Canada.

^{**}Source: <u>Statistique Canada. Tableau 36-10-0489-01 Statistiques du travail conformes au Système de comptabilité nationale (SCN), selon la catégorie d'emploi et l'industrie.</u> Consulté le 4 avril 2024.

ANALYSE: COMPARAISON ENTRE 2021 ET 2019

De nombreux facteurs peuvent influencer l'analyse comparative de données entre deux années. Par exemple, une différence entre les méthodes de collecte de données ou les critères d'inclusion ou encore, le taux de déclaration des entreprises pour chacune de ces années. Malgré ces facteurs, il est possible de comparer les années 2019 et 2021.

Dans la mesure du possible, les potentielles irrégularités sont identifiées. Le tableau 5 rassemble les données de 2019 et de 2021 pour l'ensemble des coopératives et des mutuelles canadiennes, ainsi que leur évolution.

Tableau 5. Évolution des coopératives et des mutuelles au Canada entre 2019 et 2021

	Nombre	Revenus (M \$)	Actifs (M \$)	Impôts et taxes payés (M \$)	Salaires (M \$)	Employés (nbre)
2021	6 102	108 228	746 765	1780	11 511	194 395
2019	6 354	99 109	611 807	1 198	10 164	181 699
Différence	-3,9 %	9 %	22 %	48 %	7 %	7 %

En 2019, il y avait 6 354 coopératives et mutuelles au Canada. En 2021, le nombre total de coopératives et mutuelles a diminué de 3,9 % par rapport à 2019, tandis qu'une hausse a été observée pour le nombre total d'employés (7 %), les salaires (7 %), les revenus (9 %), les actifs (22 %) et les impôts et taxes payés (48 %). La forte hausse des impôts et taxes payés est probablement due au fait que des impôts et taxes des années précédentes ont été payés en 2021, plutôt qu'à une augmentation globale importante. Comme l'ont montré d'autres études, les coopératives et les mutuelles ont globalement bien traversé la pandémie de COVID-19.

Les tableaux 6 à 9 présentent une ventilation des différentes catégories de coopératives et de mutuelles (coopératives générales, credit unions/caisses, mutuelles et coopératives d'assurance) qui reflètent les changements survenus entre 2019 et 2021.

Tableau 6. Évolution des coopératives générales au Canada entre 2019 et 2021

Coopératives générales	Nombre	Revenus (M \$)	Actifs (M \$)	Impôts et taxes payés (M \$)	Salaires (M \$)	Employés (nbre)
2021	5 605	55 101	47 308	208	2 666	100 755
2019	5 812	52 957	45 556	175	2 555	104 969
Différence	-3,6 %	4 %	3,8 %	18,8 %	4,3 %	-4 %

Comme le montre le tableau 6, le nombre total de coopératives générales et leur nombre total d'employés ont diminué entre 2019 et 2021 (-3,6% et -4%, respectivement). Malgré cela, on observe une hausse de leurs revenus (4%), de leurs actifs (3,8%) et des salaires payés (4,3%). Cela suggère que les coopératives générales sont moins nombreuses, mais que chacune d'elles fait davantage d'affaires.

Le tableau 7 montre l'évolution des credit unions et des caisses entre 2019 et 2021.

Tableau 7. Évolution des credit unions/caisses au Canada entre 2019 et 2021

Credit unions/ caisses	Nombre	Revenus (M \$)	Actifs (M \$)	Impôts et taxes payés (M \$)	Salaires (M \$)	Employés (nbre)
2021	434	20 710	550 041	562	5 274	60 066
2019	478	17 957	445 254	475	4 136	47 105
Différence	-9,2 %	15,3 %	23,5 %	18,3 %	27,5 %	27,5 %

Le tableau 7 démontre une tendance observée depuis un certain nombre d'années. En effet, la diminution du nombre total de credit unions et de caisses se poursuit. De 2019 à 2021, leur nombre a diminué de 9,2%. Ce phénomène s'explique par les fusions de petites credit unions entre elles ou avec des credit unions de plus grande taille. Malgré la réduction du nombre total de credit unions et de caisses, ces dernières ont connu une croissance entre 2019 et 2021, et ce, en dépit de la pandémie de COVID-19

qui a frappé durement à partir de 2020. Leur nombre d'employés a augmenté de 27,5 % et les salaires ont suivi. Les revenus (15,3 %) et les actifs (23,5 %) sont également en hausse, de même que les impôts et taxes payés (18,3 %).

Les mutuelles et coopératives d'assurance sont présentées au tableau 8.

Tableau 8. Évolution des mutuelles et des coopératives d'assurance au Canada entre 2019 et 2021

Mutuelles et coopératives d'assurance	Nombre	Revenus (G \$)	Actifs (G \$)	Impôts et taxes payés (M \$)	Salaires (G \$)	Employés (nbre)
2021	63	32 416	149 416	1009	3 571	33 574
2019	64	28 195	120 997	548	3 473	29 595
Différence	-1,5 %	14,9 %	23,5 %	84,1 %	2,8 %	13,4 %

Tel que discuté précédemment, la majeure partie de l'activité des mutuelles et des coopératives d'assurance est menée par six d'entre elles. Les autres mutuelles sont de très petites organisations avec peu d'employés, de revenus et d'actifs. Dans l'ensemble, les mutuelles et les coopératives d'assurance sont en croissance. On observe notamment une hausse de leurs revenus $(14,9\,\%)$ et de leurs actifs $(23\,\%)$. Bien que leur nombre d'employés ait augmenté de $13\,\%$, les salaires n'ont augmenté que d'un peu moins de $3\,\%$. Le montant d'impôts et de taxes payés suggère un certain rattrapage par rapport aux années précédentes, avec une augmentation de $84\,\%$.

Le tableau 9 présente les revenus des coopératives et des mutuelles canadiennes, en 2019 et 2021, selon leur secteur d'activité et leur évolution.

Tableau 9. Évolution des revenus des coopératives et mutuelles en fonction du secteur d'activité économique en 2019 et 2021

Secteur d'activité économique	Revenus en 2021	Revenus en 2019	Différence (\$) entre 2021 et 2019	Différence (%) entre 2021 et 2019
Finance et assurances	53 221 676 149	46 260 009 317	6 961 666 832	15 %
Commerce de gros et commerce de détail	40 395 453 481	39 191 294 562	1 204 158 919	3 %
Construction et fabrication	9 654 654 878	9 480 017 754	174 637 124	2 %
Services immobiliers et de location	1 045 061 010	968 549 960	76 511 050	8 %
Agriculture, foresterie, pêche et extraction minière, de pétrole et de gaz	881 313 784	734 886 973	146 426 811	20 %
Autres services et administrations publiques	609 404 509	576 085 842	33 318 667	6 %
Services professionnels, gestion de société et services d'enseignement	601 870 254	412 327 436	189 542 818	111 %
Soins de santé et assistance sociale	485 326 630	424 450 499	60 876 131	14 %
Services publics	385 181 561	303 032 819	82 148 742	27 %
Transport et entreposage	315 905 685	233 266 008	82 639 677	35 %
Industrie de l'information et industrie culturelle	349 242 102	270 220 163	79 021 939	29 %

Services administratifs, de gestion des déchets et d'assainissement	106 208 968	42 578 371	63 630 597	152 %
Services d'hébergement et de restauration	82 817 829	106 652 108	-23 834 279	-22 %
Inconnu	65 461 665	76 239 918	-10 778 253	-14 %
Arts, spectacles et loisirs	28 226 832	29 447 946	-1 221 114	-3 %

On n'observe que peu de changements dans les revenus par secteur d'activité économique entre 2019 et 2021. Les coopératives et les mutuelles ayant généré le plus de revenus se trouvent toujours dans les mêmes secteurs d'activité, soit finance et assurances, commerce de gros et commerce de détail, ainsi que construction et fabrication (tableau 9). Ensemble, les coopératives de ces secteurs d'activité ont généré plus de 95 % des revenus totaux. La proportion des revenus générés par les coopératives de ces secteurs d'activité n'a que peu changé entre 2019 et 2021. Plus spécifiquement, les revenus des coopératives et des mutuelles du secteur de la finance et assurances ont augmenté de 47 % (46 260 M\$) à 51 % (53 211 M\$) des revenus totaux entre 2019 et 2021. Les revenus des coopératives des secteurs du commerce de gros et du commerce de détail ont diminué de 40 % à 36 % des revenus totaux, mais leurs revenus en dollars ont augmenté, passant de 39 191 millions de dollars en 2019 à 40 395 millions de dollars en 2021. Les coopératives des secteurs de la construction et de la fabrication ont observé une tendance similaire: la proportion des revenus qu'elles ont générés a diminué entre 2019 et 2021 (de 10% à 9%), mais le montant en dollars de leurs revenus a augmenté, passant de 9 480 millions de dollars en 2019 à 9 654 millions de dollars en 2021.

À l'exception des coopératives des secteurs des services d'hébergement et de restauration, des arts, spectacles et loisirs et de celles se situant dans un secteur d'activité inconnu, les coopératives de tous les secteurs d'activité ont vu leurs revenus augmenter de 2019 à 2021. Compte tenu du contexte lié à la pandémie de COVID-19 (confinement, distanciation sociale, fermeture temporaire des entreprises offrant des services non-essentiels, etc.), il n'est pas surprenant que les coopératives des secteurs des services d'hébergement et de restauration et des

arts, spectacles et loisirs aient subi des pertes de revenus. Il ne nous est toutefois pas possible d'expliquer l'importante hausse de revenus observée chez les coopératives des secteurs des services professionnels, gestion de société et services d'enseignement et des services administratifs, gestion des déchets et assainissement.

Le tableau 10 présente le nombre d'employés des coopératives et des mutuelles en fonction de leur secteur d'activité, de même que leur variation entre 2019 et 2021.

Tableau 10. Évolution du nombre d'employés des coopératives et des mutuelles en fonction du secteur d'activité économique en 2019 et 2021

Secteur d'activité économique	Revenus en 2021	Revenus en 2019	Différence (\$) entre 2021 et 2019	Différence (%) entre 2021 et 2019
Finance et assurances	93 852	76 905	16 947	22 %
Commerce de gros et commerce de détail	58 245	61 907	-3 662	-6 %
Construction et fabrication	14 832	16 644	-1 812	-11 %
Soins de santé et assistance sociale	9 992	10 221	-229	-2 %
Autres services et administrations publiques	3 233	3 337	-104	-3 %
Services professionnels, gestion de société et services d'enseignement	3 718	3 205	513	16 %
Agriculture, foresterie, pêche et extraction minière, de pétrole et de gaz	2 587	2 771	-187	-7 %

Services d'hébergement et de restauration	923	1 334	-411	-31 %
Services immobiliers et de location	1 846	1304	542	42 %
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 554	1 113	441	40 %
Transport et entreposage	1077	787	290	37 %
Services publics	788	766	20	29 %
Arts, spectacles et loisirs	608	607	1	0%
Services administratifs, de gestion des déchets et d'assainissement	828	485	343	70 %
Inconnu	313	286	27	9 %

Il n'est pas surprenant de constater que les secteurs d'activité dans lesquels sont générés le plus de revenus sont aussi ceux qui embauchent le plus de personnes, parmi les coopératives et les mutuelles canadiennes (tableau 10). Les employés embauchés au sein des coopératives et des mutuelles de ces secteurs représentaient $85\,\%$ de tous les employés en 2019 et $87\,\%$ en 2021. Le secteur de la finance et des assurances arrive en tête en termes de nombre d'employés, tant en 2019 ($42\,\%$ des emplois dans les coopératives et les mutuelles) qu'en 2021 ($49\,\%$), suivi des secteurs du commerce de gros et du commerce de détail ($34\,\%$ en 2019 et $30\,\%$ en 2021), puis des secteurs de la construction et de la fabrication ($9\,\%$ en 2019 et $8\,\%$ en 2021).

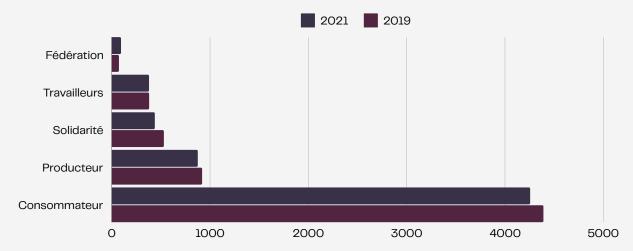
L'emploi dans les coopératives et les mutuelles du secteur de la finance et des assurances a augmenté, passant de 76 900 en 2019 à 93 800 en 2021. Il s'agit d'une augmentation de près de 17 000 emplois. Cette évolution est différente de celle des coopératives des secteurs du commerce de gros et de détail, lesquelles

ont connu une perte de plus de 3 600 emplois, passant de 61 900 employés en 2019 à 58 200 en 2021. On observe une tendance similaire dans les secteurs de la construction et de la fabrication, avec une perte de plus de 1 800 emplois. Cette diminution est sans doute due à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les heures d'ouverture des magasins de détail, la capacité à mettre en œuvre des projets de construction et les retards dans les chaînes d'approvisionnement.

Au plus fort de la pandémie, certaines entreprises (et coopératives) ont dû réduire le nombre de leurs employés, certains secteurs devant procéder à de sévères coupures d'emplois. On en voit les effets dans le tableau 10, où certains secteurs d'activité ont vu leur nombre d'employés diminuer entre 2019 et 2021. C'est le cas, par exemple, des secteurs du commerce de gros et de détail, de la construction et fabrication, de l'agriculture et foresterie, ou encore des services d'hébergement et de restauration. Ces secteurs s'articulent autour d'interactions sociales, lesquelles étaient réduites, dans le meilleur des cas, et interdites, dans le pire des cas, pendant la pandémie. Il est intéressant de noter que le nombre d'employés des coopératives de santé et assistance sociale a légèrement diminué, à un moment où l'on avait désespérément besoins d'employés dans ce secteur, mais où plusieurs étaient victimes d'épuisement professionnel. Tous les autres secteurs d'activité ont connu une croissance modérée de leur nombre d'employés, à l'exception de celui des arts, spectacles et loisirs (0 %). Ensemble, les coopératives de ce secteur n'employaient, par ailleurs, qu'un peu plus de 600 personnes, tant en 2019 qu'en 2021. Le nombre d'employés de coopératives dans le secteur des services administratifs, de gestion des déchets et d'assainissement a connu une forte hausse (70 %), soit 343 nouveaux employés, mais nos recherches ne nous permettent pas d'en expliquer la raison.

La figure 10 montre la comparaison du nombre de coopératives selon leur type de membres en 2019 et 2021. Les données concernant les nouvelles incorporations et les fermetures de coopératives et de mutuelles entre ces deux années ne sont toutefois pas disponibles. De telles informations auraient offert un meilleur portrait de l'activité des coopératives et des mutuelles canadiennes pendant cette période.

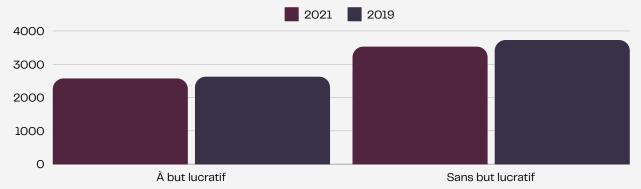




La figure 10 offre un bon aperçu des coopératives selon leur type de membres. Les coopératives ayant des consommateurs comme membres sont les plus nombreuses, et de loin, au Canada. On observe toutefois une diminution de 3 % de ces coopératives et ces mutuelles entre 2019 (4 391) et 2021 (4 256), équivalent à 135 organisations. Cette diminution peut être en partie expliquée par les fusions des credit unions/caisses et la démutualisation de coopératives comme MEC. Les coopératives de producteurs ont également vu leur nombre diminuer de près de 5 %, ou de 44 coopératives. Les coopératives multipartites (ou de solidarité) sont celles qui ont observé la plus forte diminution, proportionnellement, soit 17 % ou de 92 coopératives. Le nombre de coopératives de travail est demeuré stable et, étonnamment, le nombre de fédérations a, pour sa part, augmenté de 29 %, soit 21 fédérations supplémentaires. Compte tenu des ensembles de données, il n'est toutefois pas possible de connaître les secteurs d'activité ou l'emplacement de ces nouvelles fédérations.

La figure 11 répartit les coopératives et les mutuelles canadiennes selon que leur statut soit à but lucratif ou sans but lucratif, en 2019 et en 2021.

Figure 11. Répartition des coopératives et des mutuelles canadiennes selon leur statut à but lucratif ou sans but lucratif en 2019 et 2021



La figure 11 indique le nombre de coopératives et mutuelles à but lucratif et sans but lucratif au Canada, en 2019 et 2021. Tel que discuté précédemment, toutes les mutuelles sont à but lucratif et les coopératives sans but lucratif sont les plus nombreuses. On observe une diminution de $2\,\%$ des coopératives et des mutuelles à but lucratif entre 2019 et 2021, contre une diminution de $5\,\%$ pour les coopératives sans but lucratif.

Le tableau 11 présente l'impact économiques des coopératives et des mutuelles canadiennes en 2019 et 2021.

Tableau 11. Impact économique des coopératives et des mutuelles canadiennes en 2019 et 2021

	2019	2021	Différence
Valeur économique ajoutée (PIB, G \$)	52,0	52,8	1,5 %
Emplois (ÉTP, années-personnes)	590 076	599 969	1,6 %
Revenu des ménages (G \$)	29,7	29,7	0 %
Impôts (G \$)	9,5	9,9	4,2 %

L'impact économique des coopératives et des mutuelles canadiennes s'est accru entre 2019 et 2021 (tableau 11). Leur valeur économique ajoutée a augmenté de 1,5 % entre 2019 et 2021. Les emplois directs et indirects ÉTP ont augmenté de 1,6 %. Les retombées des coopératives et des mutuelles sur le revenu des ménages est demeuré stable (0 %), alors que les impôts et les taxes qu'elles ont payés ont augmenté de 4,2 %. On observe ces résultats malgré la diminution du nombre de coopératives et de mutuelles et la démutualisation d'importantes coopératives comme MEC.

Le tableau 12, ci-dessous, présente la contribution des coopératives et des mutuelles canadiennes à l'économie canadienne, en 2019 et 2021.

Tableau 12. Contribution des coopératives et des mutuelles canadiennes à l'économie nationale en 2019 et 2021

	Coopératives et mutuelles	Canada	邓 de l'économie nationale
Valeur économique ajoutée en 2021 (PIB, G \$)	52,8	2 094*	2,5 %
Valeur économique ajoutée en 2019 (PIB, G \$)	52,0	2 090*	2,4 %
Différence	1,5 %	0,2 %	
Nombre total d'emplois en 2021	599 969	19 062 070**	3,1 %
Nombre total d'emplois en 2019	590 076	19 503 400**	3 %
Différence	1,7 %	- 2 ,3 %	

^{*}Source: Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03 Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, mensuel (x 1000 000). Consulté le 4 avril 2024.

Le tableau 12 montre la contribution des coopératives et des mutuelles à l'économie canadienne. Leur contribution en termes de valeur économique ajoutée a connu une légère croissance, passant de 2,4 % à 2,5 % de la valeur économique ajoutée canadienne. La contribution des coopératives et des mutuelles au PIB a augmenté de 1,5 % entre 2019 et 2021, alors que l'économie canadienne a connu une augmentation minime (0,2 %). Les coopératives et les mutuelles ont généré 1,7 % plus d'emplois directs et indirects entre 2019 et 2021, passant de 3 % des emplois à l'échelle canadienne en 2019 à 3,1 % en 2021. Pendant cette même période, le nombre total d'emplois a diminué de 2,3 % au Canada. Le tableau 10 montre que certains secteurs d'activité ont considérablement augmenté leur nombre total d'employés (19 124), tandis que d'autres ont dû en congédier (6 404). En termes d'emplois totaux, les coopératives et les mutuelles s'en sont bien sorties, comparativement à l'ensemble de l'économie canadienne.

^{**}Source: <u>Statistique Canada. Tableau 36-10-0489-01 Statistiques du travail conformes au Système de comptabilité nationale (SCN), selon la catégorie d'emploi et l'industrie.</u> Consulté le 4 avril 2024.

DISCUSSION

L'analyse détaillée dans ce rapport a été réalisée en 2024 à l'aide des données de 2021 (les données les plus récentes et les plus complètes disponibles). Elle porte sur les coopératives et les mutuelles canadiennes, incluant les coopératives générales, les credit unions, les caisses ainsi que les mutuelles. Dans ce rapport, l'analyse des coopératives et des mutuelles canadiennes s'appuie sur la méthode des effectifs, puis sur le modèle d'entrées-sorties pour comprendre leur impact économique multiplié. Les objectifs de ce rapport sont de brosser le portrait des coopératives et des mutuelles au Canada en 2021, puis d'effectuer une comparaison entre 2019 et 2021 ainsi qu'avec l'économie canadienne au cours de cette même période.

2021 en a été une année de reprise et d'incertitude pour l'économie nationale ainsi que les Canadiens et les Canadiennes, alors que les conséquences de la pandémie se faisaient encore sentir dans tout le pays. Les coopératives et les mutuelles canadiennes, tout comme d'autres petites et moyennes entreprises (PME), ont ressenti les effets des fermetures d'usines, des retards dans la chaîne d'approvisionnement, de la Grande Démission et des changements dans les habitudes d'achat. Malgré ces complications, et d'autres encore, les coopératives et les mutuelles canadiennes s'en s'ont bien tirées en 2021.

Les 6 102 coopératives et mutuelles se trouvent dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, avec 45 % d'entre elles se situant au Québec. Si l'on considère le rôle que jouent les coopératives et les mutuelles en termes d'opportunités, de disponibilité ou de stabilité dans les communautés, la concentration de coopératives ou de mutuelles par 10 000 habitants place toutefois l'Île-du-Prince-Édouard en tête, suivie de la Saskatchewan, des Territoires et enfin, du Québec. Le nombre de coopératives et de mutuelles par 10 000 habitants dans ces provinces est supérieur à la moyenne canadienne de 1,6 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants. Les coopératives et les mutuelles sont présentes dans un large éventail de secteurs d'activité économique, mais se concentrent dans ceux de la finance, de l'assurance, du commerce de détail, du commerce de gros de même que du logement et de l'immobilier. La majeure partie des revenus et la majorité des emplois générés par les coopératives et les mutuelles canadiennes proviennent de ces secteurs d'activité économique. À l'exception de 26 d'entre elles, les coopératives et les mutuelles emploient moins de 500 personnes, ce qui les place dans la catégorie des PME. Près de la moitié des 5 605 coopératives générales n'ont aucun employé, ce qui peut s'expliquer par la forte présence de coopératives

d'habitation, lesquelles emploient plus rarement du personnel. Une autre importante proportion des coopératives générales a moins de 99 employés. Les credit unions et caisses ainsi que les coopératives et les mutuelles d'assurance représentent les principaux employeurs. Tous les types de coopératives existent au Canada. Cependant, 70 % des coopératives et des mutuelles sont des coopératives de consommateurs. Elles s'inscrivent dans les secteurs de la finance, de l'assurance, du commerce de détail, du commerce de gros et du logement. La forte présence de coopératives d'habitation fait également en sorte que la proportion de coopératives sans but lucratif est plus importante.

Lorsqu'on distingue les coopératives générales, les credit unions et caisses ainis que les coopératives et les mutuelles d'assurance, on obtient des portraits différents. Les coopératives générales, par exemple, se retrouvent dans une plus grande variété de secteurs d'activité économique. Ensemble, ce sont elles qui emploient le plus grand nombre de personnes et dont les revenus sont les plus élevés. Cela dit, les salaires les plus élevés sont offerts par les credit unions et les caisses. Ce sont aussi elles qui ont les actifs les plus importants, ce qui est conséquent avec la nature de leurs activités. Le nombre de credit unions et de caisses a diminué en raison de fusions entre cellesci. Il s'agit d'une tendance observée à l'échelle mondiale depuis le renforcement des cadres réglementaires mis en place à la suite de la crise financière de 2007–2008. Les mutuelles sont peu nombreuses au Canada, mais elles fournissent un grand nombre d'emplois bien rémunérés en plus de détenir d'importants actifs.

Le secteur coopératif et mutuel au Canada représentait plus de 52,8 milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB), soit l'équivalent de 2,5 % du PIB. En termes d'emplois équivalents temps plein (ETP), y compris les emplois directs et indirects, le secteur coopératif et mutualiste a représenté près de 600 000 personnes (3,1 % du nombre total d'emplois). Il a généré 29 milliards de dollars de revenus pour les ménages, les coopératives générales et les credit unions/caisses en assurant la majeure partie. Les activités des secteurs coopératifs ont contribué 10 milliards de dollars en impôts à tous les niveaux de gouvernement.

Dans leur ensemble, les coopératives et les mutuelles canadiennes s'en sont bien sorties en 2021, principalement en raison de secteurs d'activité clés et de certaines coopératives et mutuelles au sein de ces secteurs d'activité, qui ont mûri et se sont imposées dans l'économie et auprès de leurs membres. Outre l'impact économique, les coopératives et les mutuelles ont également joué un rôle en tant que bâtisseuses de communautés (coopératives d'habitation), employeurs et fournisseurs de biens et de services (1,6 coopératives et mutuelles pour 10 000 habitants au Canada).

Un autre volet de ce rapport est la comparaison entre 2019 et 2021, laquelle offre un aperçu de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les coopératives et les mutuelles. Durant cette période, le nombre de coopératives et de mutuelles a diminué de 3,9 % au Canada, mais tout le reste a augmenté. Par exemple, les revenus ont augmenté de 9 %, les actifs de 22 %, la masse salariale de 7 % et le nombre d'emplois de 7 %. Il est difficile de comparer les impôts et les taxes payées entre ces deux années, car certaines coopératives et mutuelles effectuent leurs remboursements de manière différée. Les fusions et acquisitions des credit unions et de caisses ont été nombreuses, ce qui a réduit leur nombre. Leurs revenus, actifs et nombre d'emplois ont toutefois augmenté entre 2019 et 2021. Les coopératives générales ont diminué en nombre et en termes d'emplois, mais leurs revenus et leurs actifs ont augmenté. Les coopératives et les mutuelles d'assurance, pour leur part, ont augmenté leurs revenus, leurs actifs et le nombre de leurs employés, mais leur nombre est demeuré relativement stable.

Les secteurs de la finance et des assurances, du commerce de détail et de gros, de la construction et de la fabrication ont dominé 2019 et 2021 en termes de revenus et de nombre d'employés. Ces secteurs ont vu leurs revenus augmenter de 2 % à 15 %, entre 2019 et 2021. Le secteur de la finance et des assurances a, pour sa part, connu une augmentation de l'emploi de 22 %. Néanmoins, les secteurs combinés du commerce de détail et en gros ont connu une baisse d'emploi de 6 % et ceux combinés de la construction et de la fabrication ont connu une baisse d'emploi de 11 %. Ces baisses pourraient être liées à l'impact de la COVID-19 sur les heures d'ouverture des magasins de détail, la capacité à mener à bien des projets de construction et les retards dans les chaînes d'approvisionnement. La baisse du nombre d'emplois dans le secteur du commerce de détail pourrait également s'expliquer, en partie, par la démutualisation de Mountain Equipment Co-op (MEC). Malgré cette démutualisation, les revenus générés par les coopératives de ce secteur sont restés stables.

Certains secteurs d'activité, tels que les services professionnels, la gestion de société et les services d'enseignement, de même que les services administratifs, de gestion des déchets et d'assainissement, ont connu une hausse importante de leurs revenus entre 2019 et 2021. Comme les données combinent parfois des secteurs d'activité provenant de plusieurs codes à deux chiffres du Système de classification des industries du Canada (SCIAN), il est difficile de savoir exactement où et pourquoi ces hausses se sont produites. Des secteurs d'activité comme ceux des arts, spectacles et loisirs ou encore, des services d'hébergement et de restauration ont vu leurs revenus diminuer, ce qui est compréhensible en cette période de distanciation sociale et de fermetures temporaires.

De 2019 à 2021, le nombre d'employés a également varié en fonction du secteur d'activité économique. Certaines industries telles que les services d'hébergement et de restauration, l'agriculture, foresterie et pêcherie, ou encore les services de santé et assistance sociale ont observé une baisse de leur nombre d'employés. Le nombre de coopératives et de mutuelles de tous types a diminué entre 2019 et 2021, sauf les fédérations, dont le nombre s'est accru, et les coopératives de travail, dont le nombre est demeuré sensiblement le même. Le nombre de coopératives et de mutuelles à but lucratif et sans but lucratif a diminué dans les deux cas.

Dans l'ensemble, la contribution des coopératives et des mutuelles au PIB a augmenté de 1,5 % entre 2019 et 2021, passant de 52 milliards de dollars à 52,8 milliards de dollars, alors que l'économie canadienne a connu une augmentation minime (0,2%). Le nombre total d'emplois ÉTP a augmenté de 1,6 % (comparé à une baisse nationale de l'ordre de 2,3 %) et les impôts et les taxes payés de 4,2 %. La contribution des coopératives et des mutuelles au revenu des ménages est restée la même.

Durant la période la plus instable de la pandémie de COVID-19, les coopératives et les mutuelles ont continué à fournir des biens et des services à leurs membres et leurs communautés. Elles ont également continué à fournir des emplois et à générer des revenus. Elles ont apporté stabilité et résilience aux individus, aux communautés et à l'économie pendant une période de grands bouleversements. On constate toutefois que les coopératives et les mutuelles sont fortement tributaires de secteurs d'activité clés en termes de revenus et d'emplois. Les coopératives de consommateurs ont joué un grand rôle en la matière; elles sont également les plus matures. La démutualisation de deux entités plus anciennes, MEC et Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance, signale toutefois l'importance de s'assurer que les pratiques de gestion et de gouvernance s'alignent sur les valeurs et principes coopératifs.

Il ressort clairement de l'analyse et de la discussion qu'il existe de nombreuses possibilités d'approfondissement des secteurs d'activité économique, du type de membres ou du statut à but lucratif ou non lucratif. Par exemple, quels rôles jouent les coopératives du secteur des soins de santé et assistance sociale dans la réponse à la crise actuelle des soins de santé? Quel a été le rôle des coopératives agricoles au Canada, au fil du temps? Quels biens et services sont offerts par les coopératives d'administration publique? Nous espérons que ce rapport incitera d'autres personnes à approfondir ces questions. Il existe également des lacunes dans les connaissances et des questions laissées sans réponse découlant des limites des ensembles de données concernant les coopératives et les mutuelles canadiennes.

Par exemple, l'agrégation des données au niveau des codes à deux chiffres du SCIAN et la combinaison de certains secteurs d'activité économique ne permet pas d'avoir un portrait précis des activités des coopératives et des mutuelles. Les données actuelles ne permettent pas non plus de savoir dans quels secteurs d'activité s'insèrent les coopératives nouvellement constituées, ou encore le nombre de coopératives et de mutuelles nouvellement constituées ou qui ferment leurs portes chaque année. Il n'est pas non plus possible de connaître l'emplacement des différents types de coopératives et de mutuelles. Il ne s'agit là que de quelques analyses qu'il n'est pas possible de faire à l'heure actuelle en raison du mode de compilation des données rendues publiques.

MÉTHODOLOGIE

Cette étude concerne l'activité des coopératives et des mutuelles au Canada. Une coopérative est définie comme « une société légalement constituée qui appartient à un groupe de personnes visant à répondre à des besoins communs, notamment en matière d'accès à des produits ou services, de vente de leurs produits ou services ou d'emploi »[15]. Au Canada, pour être considérée comme une coopérative, celle-ci doit être constituée en vertu d'une loi provinciale, territoriale ou fédérale spécifique aux coopératives. Ces lois régissent tous les types de coopératives générales, de tous les secteurs d'activité. Les credit unions/caisses sont également des entreprises coopératives, mais elles sont constituées en vertu de lois distinctes et relèvent généralement du ministère des Finances. Cette étude inclut également les mutuelles d'assurance, étroitement associées aux coopératives. Nous reconnaissons l'existence d'importants groupes d'aide mutuelle et d'autres entités pouvant être qualifiées de coopératives en vertu de leur fonction et de leur finalité. Toutefois, comme ceux-ci ne sont pas formellement constitués en tant que coopératives. Comme les données les concernant ne sont pas facilement disponibles, ils ont été exclus de la présente étude.

Les données nécessaires à la réalisation de cette étude ont été obtenues auprès de plusieurs sources et constituent l'ensemble de données le plus récent et le plus complet au moment de la publication de ce rapport. Les données sur les coopératives générales et les coopératives d'assurance ont été obtenues auprès du ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique du Canada. Ces données sont compilées par Statistique Canada à partir des données de l'Agence du revenu du Canada et représentent 100 % des coopératives générales actives au Canada en 2021. Les données concernant les coopératives financières (credit unions/caisses) ont été obtenues auprès de l'Association canadienne des coopératives financières (ACCF) et des tableaux 33–10–0499–01 et 33–10–0551–01 de Statistique Canada. Elles représentent 100 % des credit unions/caisses actives au Canada en 2021. Enfin, les données concernant les mutuelles ont été obtenues auprès de l'Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelles (ACCAM) et représentent 100 % des mutuelles actives au Canada en 2021.

Cette étude s'appuie sur deux types d'analyse : la méthode des effectifs et le modèle d'entrées-sorties. La méthode des effectifs permet la production de statistiques descriptives pour brosser le portrait des coopératives et des mutuelles canadiennes. Le modèle d'entrées-sorties calcule les retombées des coopératives et des mutuelles sur l'économie nationale. Il est le modèle le plus couramment utilisé pour la réalisation d'évaluations économiques. Il convient également à la nature diverse des coopératives et des mutuelles au Canada. Ce modèle mesure l'incidence, ou les retombées, de l'intégration des opérations des coopératives et des mutuelles dans

l'économie canadienne. L'ampleur de ces retombées dépend du secteur d'activité mesuré. Par exemple, une organisation fortement dépendante de la main-d'œuvre locale aura des retombées plus importantes sur l'économie d'un pays qu'une organisation de taille similaire qui importe des biens destinés à la vente, produits par conséquent à l'extérieur du pays. Il est intéressant de noter que les coopératives ont tendance à acheter beaucoup de leurs intrants auprès de sources locales.

Afin de mesurer l'impact économique total des coopératives et des mutuelles canadiennes, les données de 2021 ont été analysées à l'aide du modèle d'entrées-sorties, afin d'estimer:

- Les retombées directes les revenus et les emplois générés de même que les impôts et les taxes payés par les coopératives et les mutuelles;
- Les retombées indirectes comprenant :
 - Les effets indirects les revenus et les emplois générés de même que les impôts et les taxes payés par les fournisseurs des coopératives et des mutuelles;
 - Les effets induits les revenus et les emplois générés de même que les impôts et les taxes payés par les organisations qui fournissent des biens et services nécessaires à la vie courante des employés des coopératives et des mutuelles, de leurs fournisseurs ainsi qu'à leur famille.

Pour faciliter l'analyse des coopératives et des mutuelles, chacune d'elles est codée selon le secteur d'activité dans laquelle elle opère, selon les codes standard du SCIAN. Ces codes sont normalisés au Canada, au Mexique et aux États-Unis et sont utilisés pour classer les entreprises. Les données codées sont agrégées par code de secteur, lesquelles sont ensuite analysées à l'aide de tableaux de multiplicateurs provinciaux créés par Statistique Canada (Statistique Canada, tableau 15F0046XDB). Ces tableaux de multiplicateurs sont basés sur les codes SCIAN et utilisent des multiplicateurs individuels en fonction des retombées économiques de chaque secteur d'activité.

Les multiplicateurs économiques sont généralement appliqués aux chiffres correspondent à la production économique, lesquels sont semblables aux revenus. Les informations concernant les revenus de certains secteurs ont toutefois été ajustés avant d'être introduits dans le modèle d'entrées-sorties. Par exemple, la production économique correspond aux marges brutes des coopératives des secteurs du commerce de gros et de détail, aux intérêts payés à la Banque du Canada pour les credit unions et les caisses, ou encore, à la différence entre les primes facturées et les primes payées pour les coopératives et les mutuelles d'assurance.

Les retombées économiques des coopératives et des mutuelles sont quantifiées en termes de PIB, d'emplois équivalents temps plein, de revenus des ménages et d'impôts payés.

LIMITES

Les limites de cette étude sont similaires à celles observées dans d'autres études sur l'impact économique des coopératives et des mutuelles ou de secteurs d'activité : la qualité de l'analyse dépend de la qualité des données disponibles. Tout a été fait pour assurer une collecte et une compilation rigoureuses des données, mais certains facteurs inconnus peuvent en affecter la qualité. Le modèle d'entrées-sorties ne permet pas non plus une analyse contrefactuelle, laquelle pourrait révéler ce à quoi ressemblerait l'économie canadienne en l'absence de coopératives et de mutuelles pour prévenir les défaillances du marché. Les chiffres relatifs à l'impact économique fournis dans le présent document doivent être considérés comme des estimations minimales de l'impact réel des coopératives et des mutuelles sur l'économie canadienne.

L'IMPACT DES COOPÉRATIVES **ET DES MUTUELLES AU CANADA**

FIONA DUGUID **GEORGE KARAPHILLIS**









2024

CONTACT

123 rue Slater, Suite 610 Ottawa (ON) K1P 5H2 Canada 613-238-6712











